

CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

DE L'APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRES DE PRIX N° 10/2020/EACCE

OBJET : ACHAT DE SOLVANTS POUR LES LABORATOIRES DE L'EACCE

I- CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES**ARTICLE 1: OBJET**

Le présent cahier des prescriptions spéciales définit les conditions et modalités d'exécution se rapportant à l'appel d'offres ouvert sur offres de prix n° 10/2020/EACCE ayant pour objet l'achat de Solvants pour les laboratoires de l'EACCE.

ARTICLE 02 : MODE DE PASSATION

Le présent appel d'offres est passé en mode ouvert sur offre de prix établi conformément aux dispositions du règlement des marchés de l'EACCE du 13/02/2015.

ARTICLE 03 : MODE D'EXECUTION

Le présent appel d'offres fera l'objet de (s) marché (s) qui sera (ont) conclu (s) avec la (les) société (s) attributaire (s).

Dans le cas où plusieurs lots sont attribués à un même concurrent, il peut être passé avec ce concurrent un seul marché regroupant tous ces lots.

ARTICLE 04 : MAITRED'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage du (des) marché (s) qui sera (ont) passé (s) suite au présent appel d'offres est L'Etablissement Autonome de Contrôle et de Coordination des Exportations.

ARTICLE 05 : NOMBRE DE LOTS

Le présent appel d'offres fait l'objet de **17 lots**, lesquels sont détaillés dans le cahier des spécifications techniques et dans le bordereau des prix-détail estimatif.

ARTICLE 06 : CARACTERE ET NATURE DES PRIX

- **Caractère des prix**

Les prix sont fermes et non révisables, arrêtés en toutes taxes comprises suivant le bordereau des prix/détail estimatif joint en annexe.

Les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations y compris tous les droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais et assurer au fournisseur une marge pour bénéfices et risques et d'une façon générale toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe du travail.

- **Nature des prix**

Le marché issu du présent appel d'offres est à prix unitaires.

Les sommes dues au titulaire du marché sont calculées par application des prix unitaires portés au bordereau des prix-détail estimatif, joint au présent cahier des prescriptions spéciales, aux quantités réellement exécutées conformément au marché.

ARTICLE 07 : ELECTION DE DOMICILE

Toutes les notifications qui se rapportent au marché seront valablement faites aux domiciles du titulaire du marché figurant dans les actes d'engagements.

En cas de changement de domicile, le titulaire du marché est tenu d'en aviser l'EACCE par lettre recommandée avec accusé de réception dans les quinze (15) jours suivant la date d'intervention de ce changement.

ARTICLE 08 : VALIDITE DU MARCHÉ

Le marché (ou les marchés) conclu (s) à l'issue du présent appel d'offres ne sera (ne seront) valable (s) et définitif (s) qu'après son (leur) approbation par le maître d'ouvrage et son (leur) visa par le Contrôleur d'Etat, lorsque ledit visa est requis.

L'approbation du marché doit intervenir avant tout commencement d'exécution. Cette approbation sera notifiée dans un délai maximum de 75 jours à compter de la date d'ouverture des plis conformément à l'article 136 du règlement de passation des marchés de l'EACCE.

Les conditions de prorogation de ce délai sont fixées par les dispositions du règlement précité.

ARTICLE 09 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché sont celles énumérées ci-après :

- 1) L'acte d'engagement ;
- 2) Le présent cahier des prescriptions spéciales;
- 3) Le bordereau des prix-détail estimatif ;
- 4) La documentation technique ;
- 5) Le CCAG-travaux.

En cas de discordance ou de contradiction entre les documents constitutifs du marché, autres que celles se rapportant à l'offre financière telle que décrite par l'article 27 du règlement des marchés de l'EACCE et en tenant compte des stipulations de l'article 5 al. 2 du CCAG-T, ceux-ci prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus.

ARTICLE 10: CAUTIONNEMENT PROVISOIRE ET DEFINITIF

Le cautionnement est fixé comme suit : **1 000, 00 DH (Mille Dirhams)** quel que soit le nombre de lot pour lesquels le concurrent souhaite soumissionner.

Le cautionnement provisoire reste acquis à l'Etablissement notamment dans les cas suivants :

- Si le soumissionnaire retire son offre pendant le délai de validité des offres ;
- Si le soumissionnaire n'accepte pas la correction du montant de l'acte d'engagement ;
- Si le titulaire refuse de signer le marché dans les délais prescrits ;
- Si le titulaire ne réalise pas le cautionnement définitif dans le délai prévu ci-après.

Les cautionnements provisoires seront remplacés, dans les vingt (20) jours qui suivent la date de notification de l'approbation du marché, par un cautionnement définitif de 3% du montant du marché arrondi au dirham supérieur.

Le cautionnement définitif reste affecté à la garantie des engagements contractuels de l'entrepreneur jusqu'à la réception définitive des prestations.

ARTICLE 11 : RECEPTION PROVISOIRE ET DEFINITIVE

La réception provisoire et définitive sera prononcée si :

- Les solvants livrés répondent quantitativement et qualitativement aux prescriptions requises ;
- tous les essais et vérifications nécessaires sont déclarés satisfaisants ;
- tous les articles déclarés défectueux ou non conformes sont remplacés par le fournisseur.

Le maître d'ouvrage s'assure, en présence du fournisseur ou de son représentant, de la conformité des solvants aux spécifications contractuelles.

Les solvants livrés, sont soumis à des vérifications destinées à constater la conformité des solvants livrés par comparaison avec ceux décrits au niveau la documentation technique présentées.

A l'issue de ces opérations, le maître d'ouvrage prononcera la réception provisoire et définitive.

Les opérations sus mentionnées sont sanctionnées, selon le cas, par un procès-verbal de réception provisoire ou définitive.

ARTICLE 12 : RETENUE DE GARANTIE

Vu la nature des fournitures aucune retenue de garantie ne sera opérée au moment de règlement.

ARTICLE 13 : LIEUX ET CONDITIONS DE LIVRAISON

a) Modalités de livraison

La livraison des solvants objet du présent appel d'offres doit être réalisée par les moyens propres du fournisseur.

Les solvants doivent être livrés aux lieux d'affectation à savoir :

- Laboratoire central de l'EACCE : sis à Route El Jadida Lissasfa, Rondpoint Azbane à proximité de l'hôtel Zénith -Casablanca
- Laboratoire de l'EACCE Agadir : sis au quartier industriel Tassila- Agadir
- Laboratoire de l'EACCE Berkane : sis à l'agropole de Berkane
- Laboratoire de l'EACCE Marrakech : sis au Bd Abdelkrim El khettabi- Marrakech
- Laboratoire de l'EACCE Larache : sis au lot n° 414, lotissement Al Maghreb El jadid-Larache
- Laboratoire de l'EACCE Meknès : Grande industrie, Lot 4, Qualipôle Agropolis-Meknès

Les frais d'emballage, de transport et d'assurance sont à la charge du fournisseur.

L'enlèvement et le remplacement des articles défectueux ou déclarés non conformes incombent également à la charge au fournisseur.

Les solvants livrés par le fournisseur doivent être accompagnés d'un bulletin de livraison cachetés et signés par les responsables laboratoires, établi en trois (3) exemplaires.

Toute livraison doit s'effectuer pendant les jours ouvrables et en dehors des jours fériés.

b) Conditions de livraison

La livraison des solvants s'effectue sur les lieux indiqués ci-haut, en présence des représentants dûment habilités du maître d'ouvrage.

Lorsque des contrôles préliminaires laissent apparaître des discordances entre spécifications contractuelles et ceux des solvants effectivement livrés, la livraison est refusée par le maître d'ouvrage et le fournisseur est saisi immédiatement, par écrit, pour procéder au remplacement des articles non-conformes.

Le retard engendré par le remplacement des articles jugés non conformes par le maître d'ouvrage sera imputable au fournisseur et la non réception par le maître d'ouvrage ne justifie pas, par lui-même, l'octroi d'une prolongation du délai contractuel.

Après remplacement des articles refusés, le maître d'ouvrage procède à nouveau aux mêmes opérations de vérification et de contrôle.

ARTICLE 14 : DELAI D'EXECUTION

Le délai d'exécution est fixé à **soixante (60) jours**. Il prendra effet à compter du lendemain du jour de la notification de l'ordre de service de commencement.

ARTICLE 15 : PENALITES DE RETARD

A défaut d'avoir réalisé la livraison des solvants dans les délais prescrits, il sera appliqué au fournisseur une pénalité par jour calendaire de retard de 1‰ (un pour mille) du montant initial du marché modifié ou complété éventuellement par les avenants.

Cette pénalité sera appliquée de plein droit et sans mise en demeure sur toutes les sommes dues au fournisseur.

L'application de ces pénalités ne libère en rien le fournisseur de l'ensemble des autres obligations et responsabilités qu'il aura souscrites au titre du présent marché.

Toutefois, le montant cumulé de ces pénalités est plafonné à 8% du montant initial du marché modifié ou complété éventuellement par des avenants.

Lorsque le plafond des pénalités est atteint, l'autorité compétente est en droit de résilier le marché après mise en demeure préalable et sans préjudice de l'application des mesures coercitives conformément aux dispositions de l'article 79 du CCAG –Travaux.

ARTICLE 16 : MODE DE REGLEMENT

Sur ordre du maître d'ouvrage, les sommes dues au fournisseur seront versées au Compte bancaire mentionné dans son acte d'engagement.

Le paiement reste conditionné par la prononciation de la réception provisoire et définitive et la remise d'une facture en quatre (4) exemplaires, décrivant les articles livrés et indiquant les quantités livrées, le montant total à payer, ainsi que les indications prévues par la réglementation en vigueur, accompagnée des bons de livraisons.

ARTICLE 17 : NANTISSEMENT

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement, il sera fait application des dispositions de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le dahir n° 1-15-05 du 29 rabii II (19 février 2015), étant précisé que :

- La liquidation des sommes dues par le maître d'ouvrage en exécution du marché sera opérée par les soins du Directeur Général de l'EACCE ;
- Au cours de l'exécution du marché, les documents cités à l'article 8 de la loi n°112-13 peuvent être requis du maître d'ouvrage, par le titulaire du marché ou le bénéficiaire du nantissement ou de la subrogation, et sont établis sous sa responsabilité ;
- Lesdits documents sont transmis directement à la partie bénéficiaire du nantissement avec communication d'une copie au titulaire du marché, dans les conditions prévues par l'article 8 de la loi n° 112-13 ;
- Les paiements prévus au marché seront effectués par le Trésorier Payeur de l'EACCE seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du marché.
- Le maître d'ouvrage remet au titulaire du marché une copie du marché portant la mention « exemplaire unique » dûment signé et indiquant que ladite copie est délivrée en un exemplaire unique destiné à former titre pour le nantissement du marché.

ARTICLE 18 : RESILIATION

La résiliation du marché peut être prononcée dans les conditions et modalités prévues par le règlement fixant les conditions et les formes de passation des marchés de L'EACCE et celles prévues par le CCAG-Travaux. La résiliation du marché ne fera pas obstacle à la mise en œuvre de l'action civile ou pénale qui pourrait être intentée au titulaire du marché en raison de ses fautes ou infractions.

ARTICLE 19 : SOUS-TRAITANCE

Si le fournisseur envisage de sous-traiter une partie du marché, il doit notifier au maître d'ouvrage :

- l'identité, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse des sous- traitants ;
- le dossier administratif des sous-traitants, ainsi que leurs références techniques et financières ;
- la nature des prestations et le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter ;
- le pourcentage desdites prestations par rapport au montant du marché ;
- et une copie certifiée conforme du contrat de sous-traitance.

Les sous-traitants doivent satisfaire aux conditions requises des concurrents conformément à l'article 24 du règlement des marchés de l'EACCE.

La sous-traitance ne peut en aucun cas dépasser cinquante pour cent (50%) du montant du marché ni porter sur le lot ou le corps d'état principal du marché.

Le fournisseur demeure personnellement responsable de toutes les obligations résultant du marché tant envers le maître d'ouvrage que vis-à-vis des ouvriers et des tiers. Le maître d'ouvrage ne se reconnaît aucun lien juridique avec les sous-traitants.

ARTICLE 20 : ASSURANCE RESPONSABILITE

Le fournisseur doit adresser au maître d'ouvrage, avant tout commencement de livraison des solvants, les copies des polices d'assurance qu'il doit souscrire et qui doivent couvrir tous les risques inhérents à la réalisation du marché, et ce conformément aux dispositions de l'article 25 du décret n° 2-14-394 approuvant le CCAG-Travaux .

ARTICLE 21: REGLEMENT DES LITIGES

Si, en cours d'exécution du marché, des difficultés, différends ou litiges surviennent avec le maître d'ouvrage et le fournisseur, ceux-ci s'engagent à les régler dans le cadre des stipulations des articles 81 à 84 du CCAG-Travaux.

Lorsque ces litiges ne sont pas réglés conformément aux dispositions du premier alinéa du présent article, ils sont soumis aux tribunaux compétents.

ARTICLE 22: FORCE MAJEURE

Il est fait application de l'article 47 du CCAG-T.

Conformément aux prescriptions de l'article 47 du CCAG-T, notamment, son paragraphe 2, les seuils des intempéries et les phénomènes naturels qui sont réputés constituer un événement de force majeure sont comme suit :

Neige : 1 m de hauteur - Pluie: 70 mm/h - Vent: 150 km/h - Séisme: 7° échelle Richter

ARTICLE 23 : FRAIS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT

L'attributaire du marché supportera les frais de timbres et éventuellement les frais d'enregistrement des différentes pièces du marché conformément à la législation en vigueur.

ARTICLE 24 : REFERENCE AUX TEXTES

Les titulaires des marchés sont soumis aux dispositions, notamment, des textes suivants :

- 1/ La loi n° 69.00 relative au contrôle financier de l'Etat sur les entreprises publiques et autres organismes ;
- 2/ La loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics ;
- 3/ La loi n° 53-00 formant charte de la petite et moyenne entreprise promulguée par le dahir n°1-02-188 du 12 Joumada I1423 (23 Juillet 2002).
- 4/ le règlement des marchés de l'EACCE du 13 février 2015 ;

- 5/ L'arrêté du Ministre des Finances et de la Privatisation n° 23437DE/SPC du 01/07/2005 portant organisation financière et comptable de l'EACCE ;
- 6/ tous les textes légaux et réglementaires relatifs au travail et la sécurité sociale.

Et en général tous les textes, lois et règlements en vigueur au Maroc qui sont en rapport avec l'objet du présent appel d'offres.

II- CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES

ARTICLE 25 : QUANTITES ET LIEUX D'AFFECTATION DES SOLVANTS

N° Lot	Désignation	Lieu d'affectation							Otilite totale
		Casablanca		AGADIR	BERKANE	MARRA KECH	MEKN ES	LARACHE	
		Physico-chimie	Microbiologie						
1	Acétate d'éthyle	5		5	5		5		20
2	Acétone	10		22,5	60	30	7,5	50	180
3	Acétone technique	60	15	10	45	40	30		200
4	Acétonitrile HPLC	60		10		10	2,5	7,5	90
5	Chloroforme	1		1					2
6	Cyclohexane	10		25			25		60
7	Dichlorométhane			20	45	40		40	145
8	Ethanol 95°	9	6	80			25		120
9	Ethanol absolu 99%	10		10	10	10	20		60
10	Ether de pétrole pestanal	20							20
11	Ether d'éthylque			85	5	5	50	10	155
12	Formaldéhyde	5							5
13	Hexane	10		10	55	15		20	110
14	Isooctane HPLC			10			10		20
15	Méthanol HPLC	87,5		62,5					150
16	Tetrahydrofuran THF HPLC	1							1
17	Isopropanol HPLC			2		2,0			4

ARTICLE 26 : SPECIFICATIONS TECHNIQUES

Les solvants proposés doivent répondre aux spécifications minimales suivantes :

N° Lot	Désignation	Unité de conditionnement
1	Acétate d'éthyle	1 Litres
2	Acétone pour analyse des résidus accompagné d'un certificat ORIGINAL fourni par le fabricant indiquant la date de fabrication et d'expiration, pureté $\geq 99,8\%$, eau $< 0,1\%$; aucune impureté présente ayant un signal supérieur à 5 ng/l lindane par GC/ECD dans une gamme de temps de rétention du lindane au DDT	2,5 Litres
3	Acétone technique	1 Litres
4	Acétonitrile HPLC gradient grade, accompagné d'un certificat ORIGINAL fourni par le fabricant indiquant la date de fabrication et d'expiration, pureté 99,9%(GC), pour analyse de résidus ne présentant aucune impureté ayant un signal supérieur à 5 ng/l lindane par GC/ECD dans une gamme de temps de rétention du lindane au DDT, résidus à l'évaporation $\leq 0,0005\%$; eau $< 0,02\%$; alcalins libres(CH ₃ COOH) $< 0,0002\%$; acides libres(NH ₃) $< 0,002$; fluorescence quinine à 254nm ≤ 1 ppb; fluorescence quinine à 365nm $\leq 0,5$ ppb	2,5 Litres
5	Chloroforme pour analyse	1 Litres
6	Cyclohexane ayant une absorbance inf. à 0,12 à 232 nm et inf. à 0,05 à 250 nm par rapport à l'eau	2,5 Litres
7	Dichlorométhane pour analyse des résidus accompagné d'un certificat ORIGINAL fourni par le fabricant indiquant la date de fabrication et d'expiration, pureté $\geq 99,8\%$, eau $< 0,02\%$; aucune impureté présente ayant un signal supérieur à 5 ng/l lindane par GC/ECD dans une gamme de temps de rétention du lindane au DDT résidus à l'évaporation $< 0,0005\%$	2,5 Litres
8	Ethanol 95°	1 Litres
9	Ethanol absolu 99%	1 Litres

N° Lot	Désignation	Unité de conditionnement
10	Ether de pétrole pestanal	1 Litres
11	Ether d'éthylque pestipur accompagné d'un certificat ORIGINAL fourni par le fabricant indiquant la date de fabrication et d'expiration, pureté 99,8% (GC), pour analyse de résidus ne présentant aucune impureté ayant un signal supérieur à 5 ng/l lindane par GC/ECD dans une gamme de temps de rétention du lindane au DDT, résidus à l'évaporation <= 0,0005%	2,5 Litres
12	Formaldéhyde solution 35-40% pour analyse	1 Litres
13	Hexane pour analyse des résidus accompagné d'un certificat ORIGINAL fourni par le fabricant indiquant la date de fabrication et d'expiration, pureté >= 95%, eau < 0,01% ; aucune impureté présente ayant un signal > 5 ng/l lindane par GC/ECD dans une gamme de temps de rétention du lindane au DDT résidus à l'évaporation <0,0005%	1 Litres
14	Isooctane HPLC gradient grade, accompagné d'un certificat ORIGINAL fourni par le fabricant indiquant la date de fabrication et d'expiration, pureté >= 99% (GC), résidus à l'évaporation <= 0,0005%; eau <= 0,01%; acides libres <= 0,001% ; transmission à 210nm >= 20%; transmission à 235nm >= 80%; transmission à 270 nm >= 98%	1 Litres
15	Méthanol HPLC gradient grade ,accompagné d'un certificat ORIGINAL fourni par le fabricant indiquant la date de fabrication et d'expiration, pureté 99,9%(GC),pour analyse de résidus ne présentant aucune impureté ayant un signal supérieur à 5 ng/l lindane par GC/ECD dans une gamme de temps de rétention du lindane au DDT, résidus à l'évaporation <= 0,0005%; eau < 0,02% ; alcalins libres(NH3) < 0,00035% ; formaldéhyde < 0,001 ; fluorescence quinine à 254nm <= 1 ppb ; fluorescence quinine à 365nm <= 1 ppb	2,5 Litres
16	Tetrahydrofuran THF HPLC Grade pureté minimale 99,5%	1 Litres
17	Isopropanol HPLC gradient grade, accompagné d'un certificat ORIGINAL fourni par le fabricant indiquant la date de fabrication et d'expiration, pureté 99,9% (GC), résidus à l'évaporation <= 0,0005%; eau <= 0,05%; acides libres <= 0,001% ; fluorescence quinine à 254nm<= 1ppb; fluorescence quinine à 365nm<= 1ppb; transmission à 220nm >= 65%; transmission à 230nm >= 80%; transmission à 260 nm >= 98%	1 Litres

NB : Les produits doivent être livrés avec un certificat d'analyse et ayant une date de péremption au minimum de 2ans à la livraison.

Elaboré par :

Chef de la Division Achats
[Signature]
M. DAKHYR

Chef de DIVISION
Gestion des Travaux
[Signature]
DAMI Mohammed

Vérifié par :

[Signature]
1
Chef du Département Achats
et Affaires Générales
CHARAF KHALID

**Le maître d'ouvrage
L'Etablissement Autonome de Contrôle
et de Coordination des Exportations**

[Signature]

**Cachet et signature du soumissionnaire
suivis de la mention manuscrite
« Lu et approuvé »**